

<http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=28658>

<http://www.fischer02003.over-blog.com/2020/04/bergamasque.html>

## **Bergame, le massacre que le patronat n'a pas voulu éviter**

Par Alba Sidera

Traduit par Rosa Llorens

Edité par Fausto Giudice

Vendredi 10 Avril 2020

Le secteur de l'Italie le plus ravagé par le coronavirus est un grand pôle industriel. Il n'a jamais été déclaré zone rouge du fait des pressions des entrepreneurs. Le coût en vies humaines a été catastrophique.

Il y a des images qui marquent une époque et qui restent gravées dans l'imaginaire collectif d'un pays. Celle que les italiens ne pourront oublier avant des années, c'est celle que les habitants de Bergame ont photographiée depuis leurs fenêtres dans la nuit du 18 mars 2020. Soixante-dix camions militaires traversèrent la ville au milieu d'un silence sépulcral, l'un derrière l'autre, en marche lente, en signe de respect. Ils transportaient des cadavres. On les emportait vers d'autres villes hors de la Lombardie parce que le cimetière, le funérarium, l'église transformée en morgue d'urgence et le crématorium qui fonctionnait vingt quatre heures sur vingt quatre étaient déjà saturés. L'image donnait forme à l'ampleur de la tragédie en cours dans le secteur d'Italie le plus touché par le coronavirus. Le lendemain, le pays se réveillait en apprenant qu'il était le premier au monde en morts officielles par coronavirus, la plupart en Lombardie. Mais pourquoi la situation est-elle si dramatique justement à Bergame ? Qu'est-ce qui s'est passé dans cette zone pour que, au mois de mars 2020, il y ait eu quatre cent pour cent de morts de plus que le même mois de l'année antérieure ?

Le 23 février 2020, il y avait dans la province de Bergame deux cas positifs de coronavirus. En une semaine, ils atteignaient le chiffre de deux cent vingt cas, presque tous dans la Val Seriana. A Codogno, petite ville lombarde où fut détecté le 21 février 2020 le premier cas de coronavirus, il suffit de cinquante cas diagnostiqués pour fermer la ville et la déclarer zone rouge. Pourquoi n'en fit-on pas autant dans la Val Seriana ? Parce que cette vallée du Serio concentre un des pôles industriels les plus importants d'Italie et les patrons de l'industrie firent pression sur toutes les institutions pour éviter de

fermer leurs usines et de perdre de l'argent. C'est ainsi, aussi incroyable que cela paraisse, que la zone comptant le plus grand nombre de morts par habitant de l'Italie et d'Europe par coronavirus n'a jamais été déclarée zone rouge, à la grande stupeur des maires qui le réclamaient, et des citoyens qui, maintenant, demandent qu'on recherche les responsables. Les médecins de famille de la Val Seriana sont les premiers à parler clairement. Si on l'avait déclarée zone rouge, comme le conseillaient tous les experts, on aurait sauvé des centaines de personnes, assurent-ils, impuissants.

L'histoire est encore plus trouble. Ceux qui ont intérêt à garder les usines ouvertes sont, dans certains cas, les mêmes qui ont des intérêts dans les cliniques privées. La Lombardie est la région d'Italie qui incarne le mieux le modèle de marchandisation de la santé et elle a été victime d'un système de corruption à grande échelle, dirigé par celui qui fut son gouverneur pendant dix huit ans, entre 1995 et 2013, Roberto Formigoni, membre éminent de Communion et Libération. Il était du parti de Silvio Berlusconi, qui l'appelait le gouverneur à vie de la Lombardie, mais il avait toujours bénéficié du soutien de la Ligue du Nord, qui gouverne la région depuis que Roberto Formigoni est parti, accusé, puis condamné, pour corruption dans la santé. Son successeur, Roberto Maroni, a engagé en 2017 une réforme de la santé qui taille encore plus dans les investissements dans la santé publique et qui a pratiquement fait disparaître le personnage du médecin de famille, le remplaçant par celui du gestionnaire. « C'est vrai, dans les cinq prochaines années, quarante cinq mille médecins de famille disparaîtront. Mais qui consulte encore son médecin de famille », a dit, imperturbable, au mois d'août 2019, Giancarlo Giorgetti, membre de la Ligue du Nord, alors vice-secrétaire d'état du gouvernement de Giuseppe Conte et de Matteo Salvini.

L'épidémie dans la zone de Bergame, ce qu'on appelle le Bergamasque, a officiellement commencé dans l'après-midi du Dimanche 23 Février 2020, bien que les médecins de famille, en première ligne dans la dénonciation de la situation, assurent que, dès la fin du mois de décembre 2019, ils soignaient de très nombreux cas de pneumonies atypiques, même chez des personnes de quarante ans. Dans l'hôpital Pesenti Fenaroli, d'Alzano Lombardo, petite ville de treize mille six cent soixante dix habitants, située à quelques kilomètres de Bergame, arrivèrent Dimanche 23 Février 2020 les résultats des tests de coronavirus de deux patients hospitalisés. Ils étaient positifs. Comme tous deux avaient été en contact avec d'autres patients et avec des médecins et des infirmiers, la direction de l'hôpital décida de fermer ses portes. Mais, sans aucune explication, elle les rouvrit Dimanche 23 Février

2020 quelques heures après, sans désinfecter les installations ni isoler les patients atteints de coronavirus. Plus encore, le personnel médical continua à travailler sans protection pendant une semaine. Une grande partie du personnel sanitaire de l'hôpital fut contaminée et le virus se répandit parmi la population. Les contaminations se multiplièrent dans toute la vallée. L'hôpital fut le premier grand foyer d'infection. Des patients hospitalisés pour un simple problème de hanche mouraient contaminés par le coronavirus.

Les maires des deux petites villes les plus touchées de la Val Seriana, Nembro et Alzano Lombardo, attendaient tous les jours, à 19 heures, que leur parvienne l'ordre de fermeture, comme cela avait été décidé. Tout était prêt, les ordonnances étaient rédigées, l'armée était mobilisée, le chef de la police avait communiqué les tours de garde et les tentes étaient dressées. Mais l'ordre n'est jamais arrivé, sans que personne ait pu leur expliquer pourquoi. Par contre, arrivaient constamment des coups de téléphone des entrepreneurs et patrons des usines de la région, très soucieux d'éviter à tout prix l'arrêt de leurs activités. Ils ne se cachaient pas.

Le 28 février 2020, en pleine urgence coronavirus, en cinq jours, on était arrivé à cent dix contaminés officiels dans cette zone, dès lors hors contrôle, le patronat de l'industrie italienne, la Confindustria, lance sans aucune pudeur une campagne sur les réseaux avec le hashtag Yes We Work. « Nous devons baisser le ton, faire comprendre à l'opinion publique que la situation est en cours de normalisation et que les personnes peuvent se remettre à vivre comme avant », déclara dans les médias le président de Confindustria Lombarda, Marco Bonometti.

Le même jour, Confindustria Bergamo lança sa propre campagne à l'adresse des investisseurs étrangers, pour les convaincre qu'il ne se passait rien et qu'il n'était absolument pas question de fermer. Le slogan était sans ambiguïté, Bergamo ne s'arrête pas.

Le message de la vidéo promotionnelle pour les associés internationaux était absurde, « on a diagnostiqué des cas de Coronavirus en Italie, tout comme dans beaucoup d'autres pays », minimisaient-ils. Et ils mentaient, « le risque de contamination est faible ». Ils s'en prenaient aux médias pour leur alarmisme injustifié et, montrant des ouvriers au travail dans leurs usines, ils assuraient que toutes les usines resteraient « ouvertes et tournant à plein régime, comme toujours ».

Cinq jours après à peine, éclatait l'énorme flambée de contaminations et de morts qui fut finalement la plus importante d'Italie et d'Europe. Mais même

alors, ils ne retirèrent pas leur campagne, encore moins songèrent-ils à fermer les usines.

Confindustria Bergamo regroupe mille deux cent entreprises qui emploient plus de quatre vingt mille travailleurs. Tous ont été exposés au coronavirus et obligés d'aller travailler, pour une grande partie d'entre eux, sans mesures appropriées, entassés, sans distance de sécurité ni matériel de protection, mettant en danger eux-mêmes et tout leur entourage.

Le maire de Bergame, Giorgio Gori, du Parti Démocratique, s'était aussi joint au chœur qui clamait contre la fermeture de la ville et, le premier mars 2020, il invitait les personnes à remplir les commerces du centre-ville, sous le slogan « Bergame ne s'arrête pas ». Plus tard, devant l'évidence de la catastrophe, il changea d'avis et reconnut qu'il avait pris des mesures trop faibles pour ne pas gêner l'activité économique des puissantes entreprises de la zone.

Dimanche 8 Mars 2020, le nombre de contaminations officielles dans le Bergamasque était passé, en une semaine, de deux cent vingt cas à neuf cent quatre vingt dix sept cas. Dimanche 8 Mars 2020 dans l'après-midi, la nouvelle filtra que le gouvernement voulait isoler la Lombardie. Après quelques heures de chaos, pendant lesquelles beaucoup de personnes quittèrent Milan en débandade, Giuseppe Conte apparut, dans la matinée du Lundi 9 Mars 2020, lors d'une conférence de presse confuse, à travers Facebook, pour annoncer le décret. Mais ce n'était pas ce qu'attendaient les maires des communes de la Val Seriana, pas de zone rouge, mais seulement orange, c'est-à-dire qu'on limitait les entrées et les sorties des villes, mais tout le monde pouvait continuer à aller au travail.

Au bout de deux jours, le confinement s'étendit à toute l'Italie de façon égale. Et rien ne changea dans la zone du Bergamasque, où les contaminations ne cessaient d'augmenter, au même rythme irrésistible que ses usines fonctionnant à plein régime. « Alors que tout le monde, dans cette zone, surtout à Nembro et Alzano Lombardo, était convaincu qu'on allait déclarer la zone rouge, certaines entreprises importantes de la région firent pression pour la retarder le plus possible », raconte Andrea Agazzi, secrétaire général du syndicat de Bergame de la Federazione Impiegati Operai Metallurgici (FIOM), dans l'émission Report de la RAI. Et il ajoute que « la Confindustria s'est servie de ses atouts, et le gouvernement a choisi son camp ».

Les contaminations et les morts augmentèrent irrésistiblement, en particulier dans les zones industrielles de Lombardie situées entre Bergame et Brescia.

Un mois exactement après le premier cas officiel de coronavirus en Italie, Samedi 21 Mars 2020, on arriva au triste record de près de huit cent morts par jour. Les gouverneurs de la Lombardie et du Piémont, autre grand pôle industriel, déclarèrent que la situation était insoutenable et qu'il fallait arrêter l'activité de production. Giuseppe Conte qui, jusque-là, s'était montré opposé à cette mesure, fit son apparition, la nuit, accablé, pour dire que maintenant, oui, on allait fermer « toutes les activités économiques de production non essentielles ».

Confindustria se mit aussitôt en mouvement et lança une offensive pour faire pression contre le gouvernement. « On ne peut pas fermer toutes les activités non essentielles », disaient-ils dans une lettre au premier ministre, détaillant leurs exigences. Les industriels obtinrent que le décret mette vingt quatre heures à être approuvé et que Giuseppe Conte accepte leurs conditions. Oui, le gouvernement avait choisi son camp, et ce n'était pas celui des travailleurs.

Les syndicats en bloc se mirent sur pied de guerre et menacèrent d'une grève générale si on ne respectait pas la fermeture réelle des activités productrices non essentielles. Confindustria avait obtenu qu'on ajoute à la liste des activités qui pouvaient continuer à fonctionner de nombreuses activités qui n'étaient pas de première nécessité, comme celles de l'industrie des armes et munitions. Ils inclurent de plus une espèce de clause qui permettait pratiquement à toute entreprise déclarant qu'elle était utile à une activité économique essentielle de rester ouverte. Le résultat fut qu'à Brescia, l'autre province lombarde frappée par le coronavirus, en un seul jour, plus de six cent entreprises qui n'étaient pas sur la liste des activités essentielles entreprirent les démarches pour pouvoir rester en fonctionnement.

« Je ne comprends pas les raisons pour lesquelles les syndicats voudraient faire grève. Le décret est déjà très restrictif. Que faudrait-il faire de plus », dit, avec bien peu d'empathie, le président de Confindustria, Vincenzo Bocca. Et il ajoutait que « nous allons déjà perdre cent mille millions d'euros par mois. Tout le pays a intérêt à ne pas arrêter l'économie ». Annamaria Furlan, secrétaire générale de la Confederazione Italiana Sindacati Lavoratori (CISL), essaya de le lui expliquer, « il y a quarante ans que je suis syndicaliste et je n'ai jamais demandé la fermeture d'aucune usine mais, maintenant, c'est la vie des personnes qui est en jeu ».

Les ouvriers des usines entreprirent des actions de protestation et des arrêts de travail pendant que les syndicats négociaient avec le gouvernement qui

finit par modifier sa position. Sur la liste des plus de quatre vingt activités considérées comme essentielles, on en élimina quelques-unes, comme l'industrie de l'armement ou les call centers qui vendent par téléphone des offres non souhaitées, et on restreignit les industries pétrochimiques. On décida aussi qu'une auto-certification de l'entreprise ne suffisait pas pour qu'elle soit considérée comme utile à une autre essentielle et les patrons s'engagèrent à respecter le droit à la santé des travailleurs qui se allaient rester dans les usines. Malgré cela, il resta dans le décret des points ambigus et il y a une zone grise qui permet à de nombreuses usines de rester ouvertes. De même, de nombreux ouvriers continuent à travailler sans la distance de sécurité de rigueur et sans matériel approprié.

Les usines du Bergamasque restèrent pratiquement toutes ouvertes jusqu'au Lundi 23 Mars 2020, alors que les contaminations officielles dans la zone atteignaient déjà le chiffre de six mille cinq cent . Une semaine après, Lundi 30 Mars 2020, malgré le décret de fermeture de « toutes les activités de production non essentielles », il y avait mille huit cent usines ouvertes et huit mille six cent soixante dix cas officiels de contamination dans la zone.

Mettons des noms sur les usines qui n'ont pas voulu fermer. Une des entreprises de la zone s'appelle Tenaris, leader mondial pour la fourniture des tubes et services pour la prospection et la production de pétrole et de gaz, avec un chiffre d'affaires de sept mille trois cent millions de dollars et un siège social au Luxembourg. Elle emploie mille sept cent travailleurs dans son usine du Bergamasque et appartient à la famille Rocca. Son propriétaire est Gianfelice Rocca, le huitième homme plus riche d'Italie. Dans la province de Bergame, comme dans toute la Lombardie, la santé privée est très puissante.

Plus précisément, dans le Bergamasque, la moitié des services de santé dépendent du privé. Les deux cliniques privées les plus importantes de la zone, qui font chacune plus de quinze millions d'euros par an de chiffre d'affaires, appartiennent au groupe San Donato, dont le président n'est autre que l'ancien vice-premier ministre italien Angelino Alfano, ancien dauphin de Silvio Berlusconi, et au groupe Humanitas. Le président d'Humanitas est Gianfelice Rocca, également propriétaire de Tenaris, la société qui n'a pas voulu renvoyer ses travailleurs à la maison. La santé privée bergamasque n'est pas entrée en action pour l'urgence Coronavirus avant Dimanche 8 Mars 2020, lorsqu'il fallut, par décret, remettre à plus tard les interventions non urgentes. Ce n'est qu'alors qu'elle commença à faire de la place pour les patients atteints du coronavirus.

Brembo est une autre grande entreprise qui a des usines dans le Bergamasque. Elle appartient à la puissante famille Bombassei, qui fait aussi de la politique. Alberto Bombassei, le fils du fondateur, était député pour Scelta Civica, le parti de Mario Monti. Elle a trois mille travailleurs dans ses usines de la zone de Bergame, où elle produit des freins pour les voitures. Elle a un chiffre d'affaires de deux mille six cent millions d'euros. Elle n'a pas voulu fermer.

La Val Seriana fut en grande partie industrialisée il y a plus de cent ans par des entreprises suisses et la présence d'usines liées à la Suisse est encore importante. Une autre grande entreprise, qui a plus de six mille travailleurs en Italie, plus de huit cent cinquante dans le Bergamasque, est ABB, à capital suisse et suédois. Leader en robotique, elle a un chiffre d'affaires de deux mille millions d'euros. Lundi 30 Mars 2020, elle était toujours ouverte, en pleine normalité.

Persico, entreprise italienne qui produit des composants automobiles, avec quatre cent travailleurs et cent cinquante neuf millions de chiffre d'affaires, a son siège à Nembro, la localité italienne qui a eu le plus de morts du coronavirus par habitant. Pierino Persico, le propriétaire, fut des plus vigoureux opposants à la déclaration de zone rouge.

A Nembro, au mois de mars 2019, quatorze personnes sont mortes. Au mois de mars 2020, il y en a eu cent vingt trois, une augmentation de sept cent cinquante pour cent. Et même ainsi, il n'y a que deux cent contaminés officiels. A Alzano Lombardo, au mois de mars 2019, neuf personnes sont mortes. Au mois de mars 2020, il y a eu cent un morts.

Dans la ville de Bergame, cent vingt mille habitants, il y a eu, au mois de mars 2020, cinq cent cinquante trois morts, tandis que, au mois de mars 2019, il y avait cent vingt cinq morts. Les données sur les contaminés ne sont pas fiables parce qu'on ne fait pas de tests et la Protection Civile Italienne, qui fournit les décomptes, avertit qu'il faudrait multiplier les chiffres au moins par dix. Selon une étude publiée par le Giornale di Brescia, le chiffre des contaminations serait, dans cette province lombarde, vingt fois plus élevé que le chiffre officiel, soit quinze pour cent de la population.

Même chose pour les morts, selon cette étude, ils seraient deux fois plus que le chiffre officiel, c'est-à-dire trois mille morts seulement dans la province de Brescia. L'absence de tests, sur les vivants comme sur les morts, rend impossible de faire un décompte fiable. Ce que, par contre, on sait, c'est que

L'Italie est le pays d'Europe qui a eu le plus de décès par coronavirus et la majorité appartiennent à la zone du nord industriel.

Maintenant, devant les milliers de cadavres, et avec une population chez qui la douleur commence à se changer en rage, tout le monde nie toute responsabilité. Le gouverneur de la Lombardie, Attilio Fontana, qui appartient à la Ligue du Nord, rejette la faute sur le gouvernement central et assure que, s'il n'a pas été plus strict, c'est qu'on ne le lui a pas permis. En réalité, s'il avait voulu, il aurait pu l'être, comme l'ont été les gouverneurs de l'Emilie-Romagne, du Latium et de la Campanie, qui ont décrété des zones rouges dans leurs régions. La vérité, c'est qu'aucune autorité n'a été à la hauteur, à l'exception des maires des petites communes, les seuls qui ont reconnu et dénoncé les pressions des industriels, qui les harcelaient de coups de téléphone pour essayer, par tous les moyens, d'éviter ou de différer la fermeture des usines. Dans un Bergamasque blessé et encore en état de choc, les citoyens commencent à s'organiser pour demander qu'on fasse la lumière sur les faits et que quelqu'un assume, pour le moins, la responsabilité d'avoir laissé les intérêts économiques primer sur la santé, c'est-à-dire la vie, des travailleurs du Bergamasque, beaucoup d'entre eux étant, d'ailleurs, des travailleurs précaires.